

# L'économie facile...

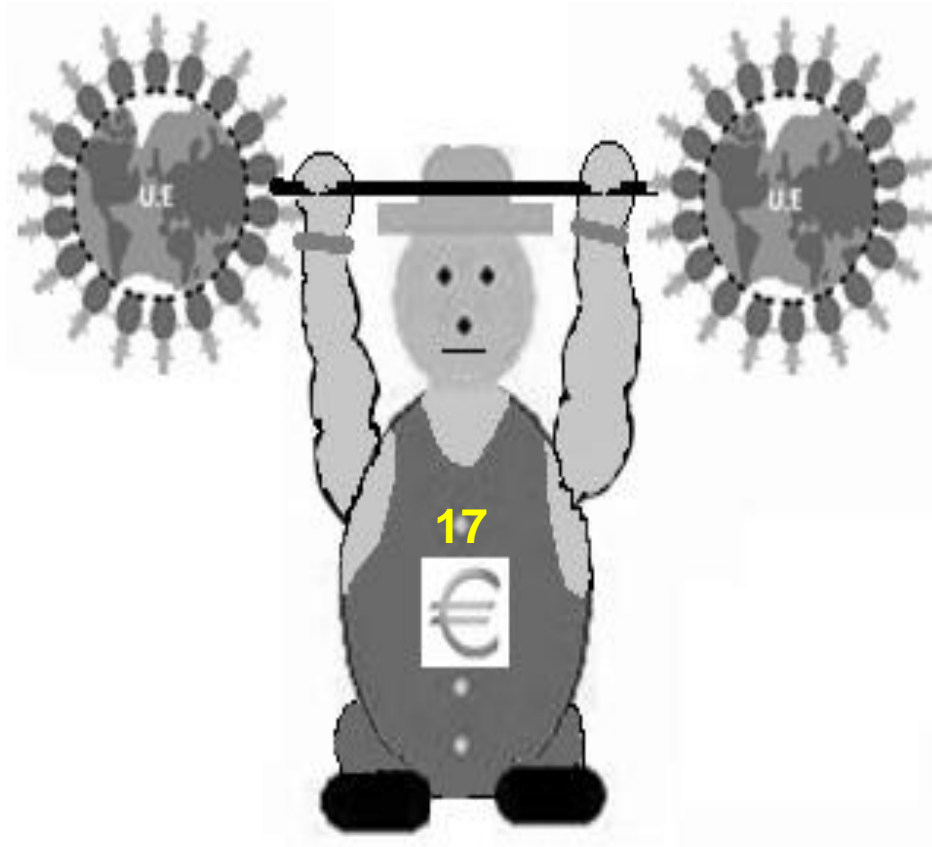


## Thème 9: l'Europe monétaire



**« Plutôt un mariage de raison que de passion ! »**

# Introduction



« *L'union fait la force* »

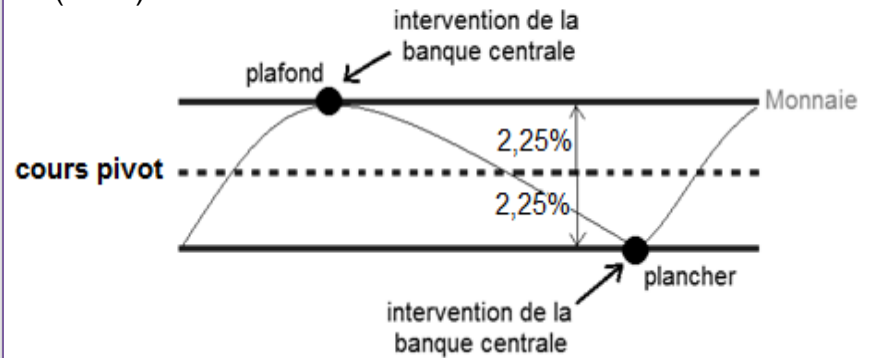


La construction de l'Europe monétaire s'est faite en réaction à l'effondrement du système monétaire international de Bretton-Woods vers la fin des années 1970.

Il fallait retrouver une organisation monétaire face aux fluctuations des taux de change pénalisant les échanges. Les Européens, voulant renforcer leur union commerciale, ont cherché d'abord à mettre en place, en 1979, un système de change fixe entre leurs monnaies en se référant à une forme d'étalon : l'**Écu** (unité de compte composée d'un panier pondéré de monnaies européennes en fonction du poids économique des États membres, permettant de définir un cours pivot servant de référence pour déterminer les parités des devises deux à deux).

Le serpent monétaire dans le tunnel: le système monétaire européen

(1979)



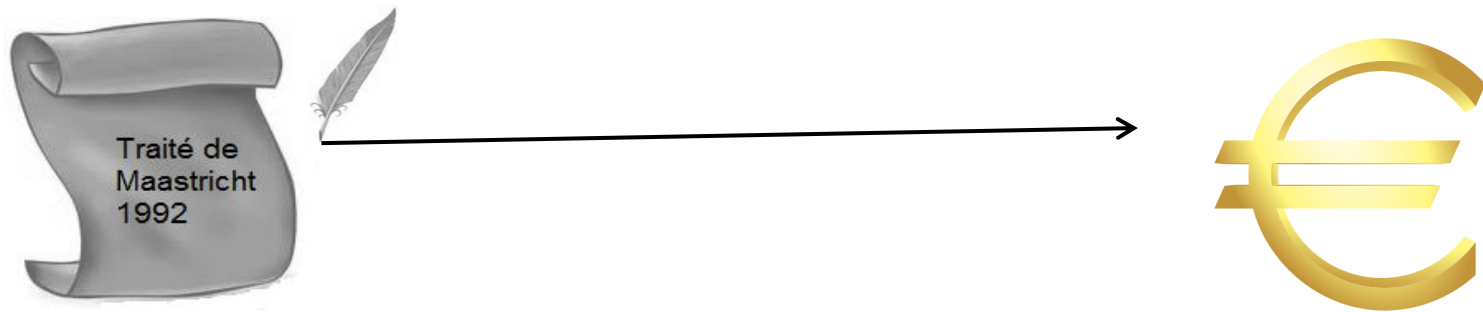
Crise du SME et l'unification de l'Allemagne (1989 et fin des années 90).

Passage à :



La crise du système monétaire européen a finalement fait émerger l'idée d'une monnaie unique. Et avec une monnaie unique, l'Allemagne renonçait à la suprématie de sa monnaie. Mais elle a toutefois imposé ses propres règles pour définir l'euro. Celles-ci subsistent toujours actuellement.

L'union monétaire européenne a été définie par le **traité de Maastricht en 1992**.

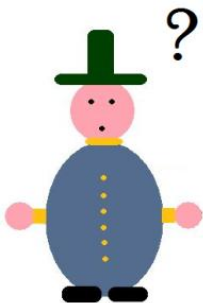


Le 1<sup>er</sup> janvier 1999 est instaurée la monnaie unique européenne.

A compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2002 les monnaies nationales ont disparu.

Depuis 2012, dix sept États composent la zone euro : Allemagne (entrée en 1999), Autriche (1999), Belgique (1999), Chypre (2008), Espagne (1999), Estonie (2011), Finlande (1999), France (1999), Grèce (2001), Irlande (1999), Luxembourg (1999), Malte (2008), Pays Bas (1999), Portugal (1999), Slovaquie (2009), Slovénie (2007).

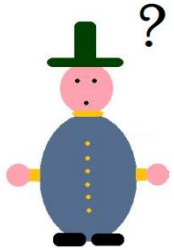
Ils ont donc abandonné leur souveraineté monétaire au profit de la banque centrale européenne qui conduit désormais leur politique monétaire.



Quelles sont les raisons de cette monnaie unique ? Quelles sont les conditions pour l'adopter ? Et quels sont ses effets ?

# 1/ Les raisons et les conditions de cette union monétaire

## a) Les raisons du choix d'une monnaie unique



« L'euro, une nécessité plus qu'une passion ? »



### ➤ Raisons politiques

•L'euro est né d'un **compromis** s'inscrivant dans le contexte géopolitique de l'Europe du début des années 1990.

La monnaie unique est apparue comme une nécessité pour éviter que la suprématie de la monnaie allemande s'impose au sein de l'union européenne après la chute du rideau de fer en 1989.

Elle était donc le moyen pour les autres États membres, d'ancrer l'Allemagne à l'union sans le mark.

•La monnaie unique est aussi un moyen de **rendre l'Europe encore plus unie**, et d'en faire une grande puissance économique et monétaire pouvant relever les défis de la mondialisation.

•L'euro est aussi un **vecteur culturel** poursuivant le processus d'intégration.

Il devrait faire émerger une conscience européenne, une identité européenne permettant de fédérer ou de rapprocher les pays membres de l'union partageant la même monnaie. Il doit faire naître un sentiment européen à tous ses adhérents et une volonté de vivre ensemble. La monnaie tisse des liens économiques et commerciaux et rapproche les Nations entre elles. Mais ce ciment économique ne peut se substituer au ciment politique



## ➤ Raisons économiques

### • Pour rendre le marché unique, il faut une monnaie unique

L'euro représente la suite logique du marché unique. Il permet de supprimer les risques et les coûts liés au change et facilite ainsi les échanges intra-communautaires. Il n'y a plus besoin de se couvrir contre les risques des variations des taux de change.

### • Pour rendre plus transparent et concurrentiel le marché unique

La concurrence devient moins faussée grâce à la suppression des dévaluations compétitives.

### • Pour renforcer la confiance des investisseurs

Associer au marché unique une monnaie unique, rend les marchés européens plus attractifs pour les investisseurs en raison de la stabilité monétaire. L'euro ayant la crédibilité du Mark, rassure les investisseurs étrangers et attire les capitaux.

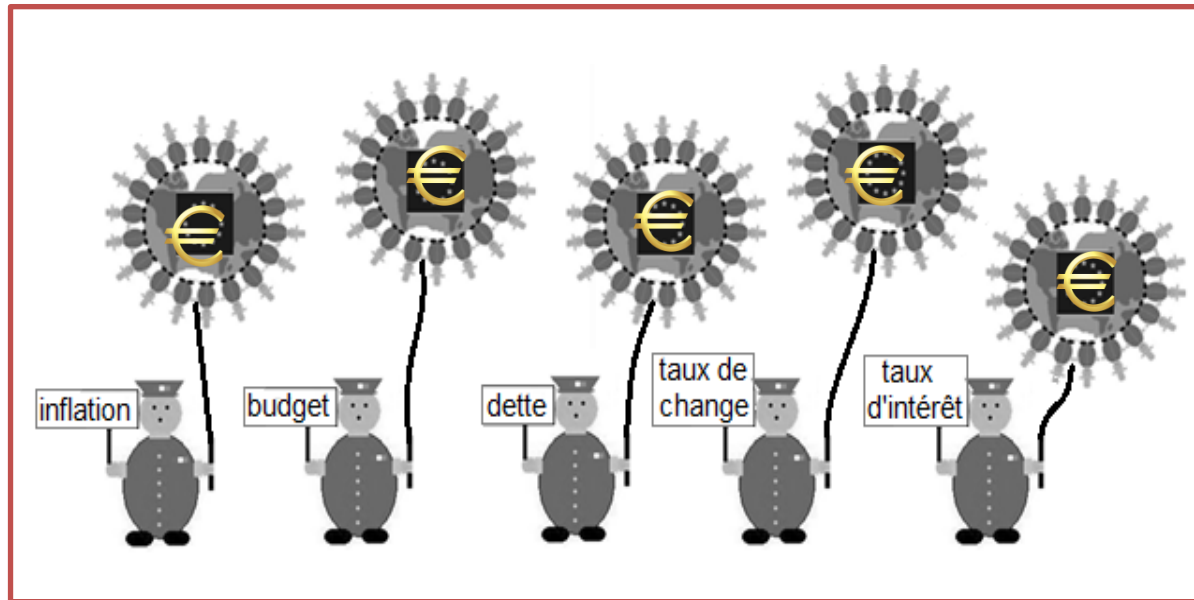


L'euro est finalement plus un mariage de raison que de passion !

Toutes ces raisons expliquent la réalisation de cette union monétaire. Cependant, pour y parvenir les États doivent remplir certaines conditions monétaires assez strictes.

Pour entrer dans la zone euro, ils doivent respecter cinq critères de convergence.

## b) Les conditions d'accès à l'euro : les 5 critères de convergence



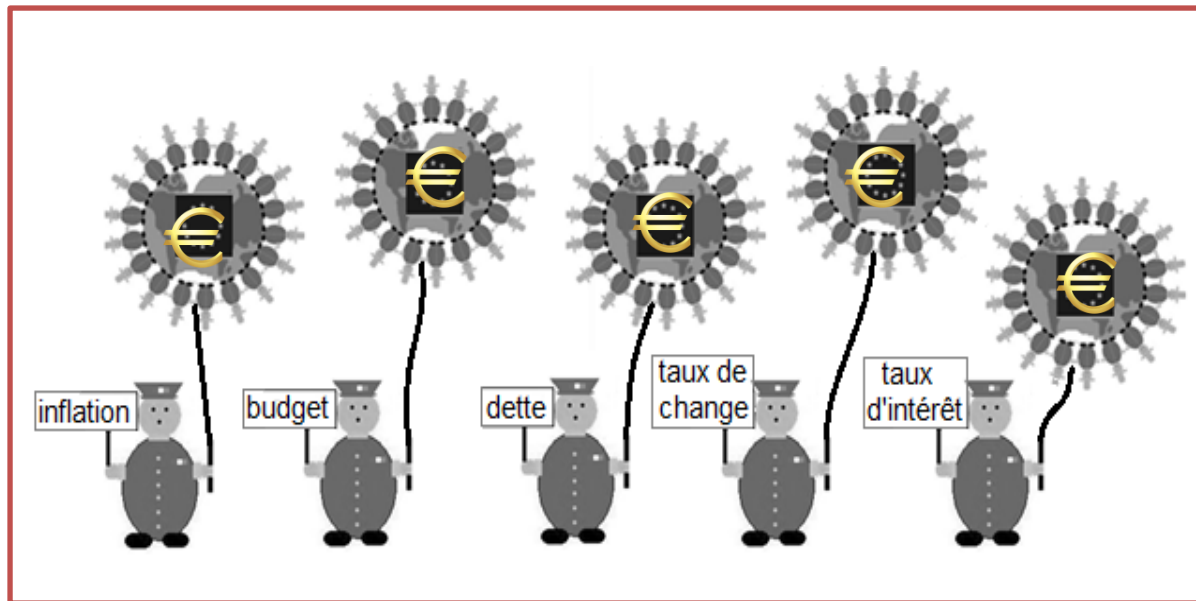


L'entrée des États dans la « zone euro » est subordonnée au respect de cinq critères, avant tout monétaires.

- **L'inflation** doit être maîtrisée. Le taux ne doit pas excéder plus de 1.5% du taux moyen des trois pays de l'union où l'inflation est la plus faible.
- **Maîtrise du déficit budgétaire** qui ne doit pas dépasser 3 % du P.I.B.
- **La dette publique** ne doit pas excéder 60 % du P.I.B.
- **Les taux d'intérêt** à long terme ne doivent pas dépasser 2 % de la moyenne des trois pays qui enregistrent les taux les plus bas.
- **Respect des marges normales de fluctuation du taux de change** prévues par le système monétaire européen pendant deux ans avant l'adhésion.



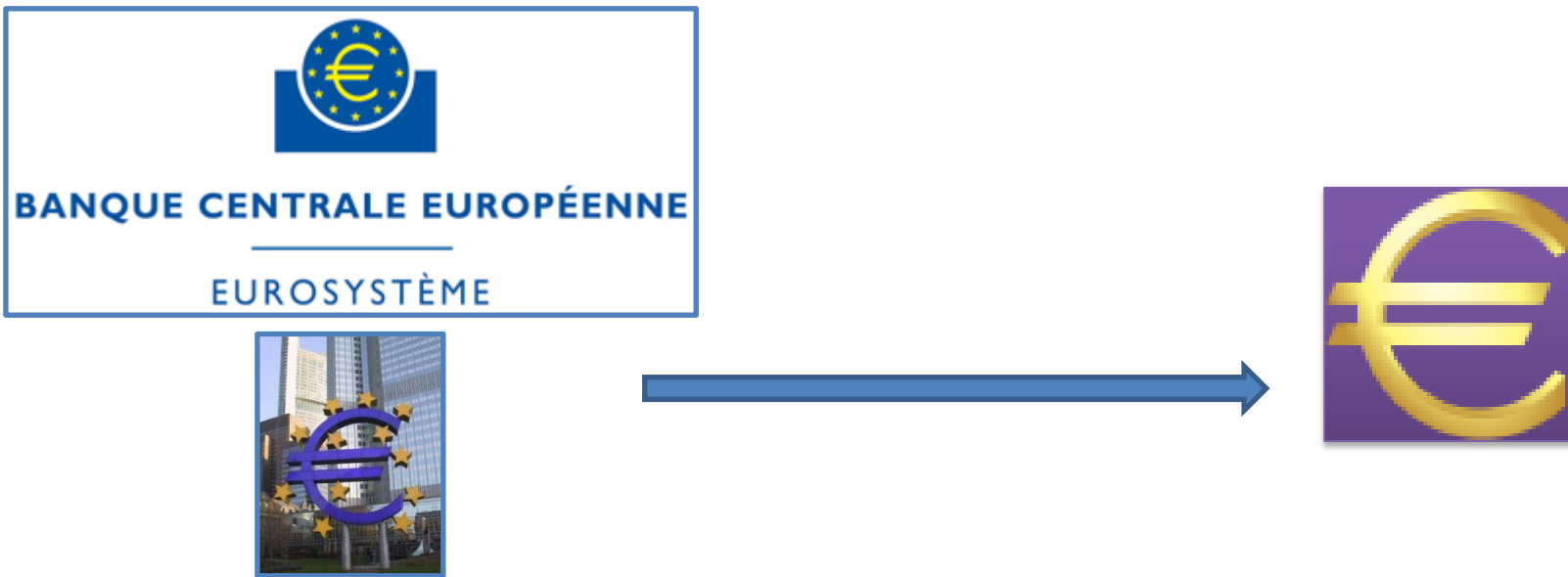
Les politiques économiques au sein de la zone euro à partir de ces 5 critères :



•La politique économique qui découle de l'application de ces critères est fondée sur la stabilité des prix et l'assainissement des finances publiques.

Elle constitue la seule voie possible d'une croissance durable. Elle considère que seule l'offre est le moteur de la croissance, car celle-ci crée la demande.

- La politique monétaire quant à elle, est désormais conduite par la banque centrale européenne.



Elle détermine la politique monétaire des pays de la zone euro, dont l'objectif premier est la stabilité des prix. Elle fixe elle-même à partir de cet objectif, les **taux d'intérêt**.

De plus, son indépendance à l'égard des États membres, lui interdit de pouvoir financer leurs déficits budgétaires. Cette interdiction prévue par le traité, contraint les États à se financer sur les marchés financiers, ce qui les rend dépendants.

Les marchés financiers dictent plus ou moins les politiques économiques aux États (exemple de la politique d'austérité en Europe).

Les pays partageant l'euro sous l'égide de la banque centrale européenne, ont les mêmes taux d'intérêt et le même taux de change, et ce quelque soit leur niveau de croissance ou de leur conjoncture. Ils ont perdu leur souveraineté monétaire...

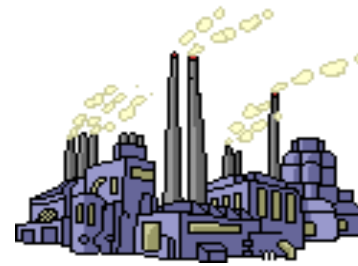
## 2/ Les effets de l'euro : un bilan contrasté...



### a) Une réussite mitigée...

- L'euro était censé unir les économies européennes et permettre aux pays membres de se financer aux meilleures conditions et d'éviter les **mouvements spéculatifs** qu'ils avaient connus dans le système monétaire européen. Le pari n'a été gagné que partiellement.
- L'euro a permis un essor des échanges garanti par la stabilité monétaire, et donc, a stimulé la croissance européenne dans l'ensemble des pays de la zone entre 1999-2008.
- Il a permis une baisse considérable des taux d'intérêt. Les pays membres ont pu ainsi accéder à des conditions de financement assez avantageuses pour financer leur croissance. (Irlande, Espagne).
- Cette stabilité monétaire a attiré des capitaux et des investissements étrangers.

• **Un avantage relatif pour les entreprises :**



En rendant les marchés plus transparents, il a facilité la concurrence. Celle-ci a favorisé les entreprises et plus particulièrement les grandes. Elles ont pu produire à l'échelle européenne et externaliser une partie de leur production afin de réduire leurs coûts fixes. Cette production, à grande échelle, a été un moyen d'améliorer leur compétitivité.

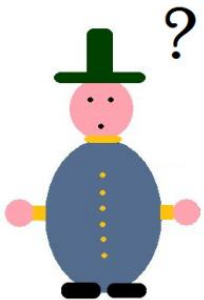
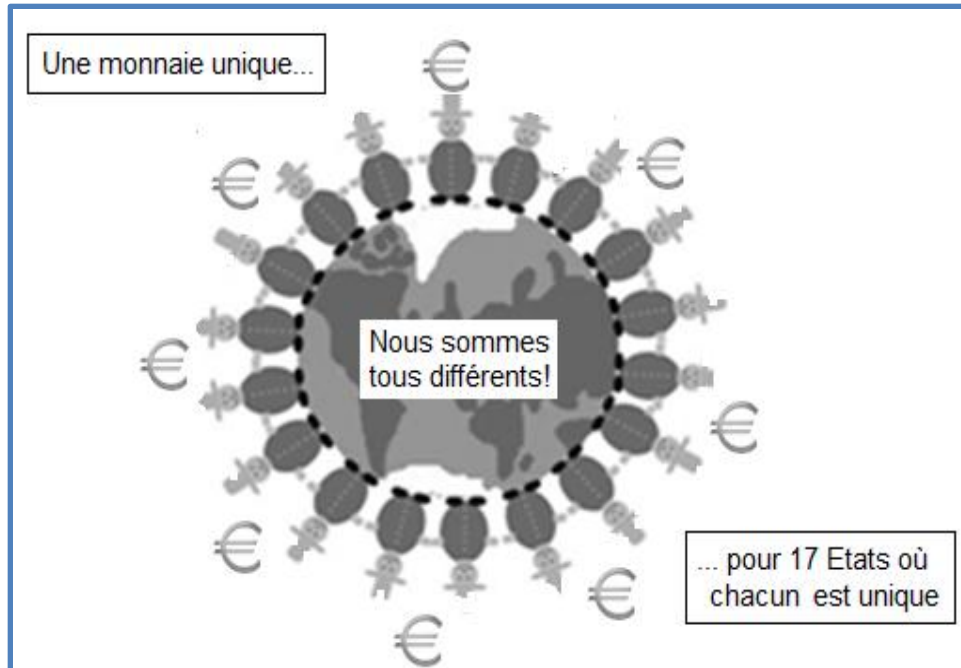
Mais l'entreprise européenne reste encore bien fragile, voire quasi- inexistante malgré quelques formes de coopération industrielle (Production de l'Airbus).

**Un avantage relatif pour les ménages :**



Baisse de leur pouvoir d'achat du fait d'une hausse des prix lors du changement de monnaie et d'une modération des salaires.

## b)... Mais des limites bien réelles



Lesquelles ? Et pour quelles raisons ?

## ➤ Les limites liées aux contraintes d'appartenance à l'euro

• La monnaie unique a fait disparaître deux instruments monétaires utilisés par les États pour faire face à des chocs économiques conjoncturels : la **politique monétaire** et la politique du **taux de change**.

Ils ne peuvent plus recourir à la dévaluation monétaire pour relancer leurs exportations et retrouver une compétitivité à court terme.



Cette limite se trouve encore plus forte, dès lors, que les États divergent sur le niveau de parité de l'euro





**FORT**



**FAIBLE**

L'Allemagne est partisane d'un euro fort car les 2/3 de ses importations proviennent de l'extérieur de l'Union. Ses exportations qui tirent sa croissance, sont largement fondées sur une spécialisation industrielle s'appuyant sur une compétitivité hors prix (qualité, innovation, produits haut de gamme..)

La France est plutôt favorable à un euro moins fort, car ses exportations pâtissent d'une appréciation de la monnaie unique.

# Quels peuvent être les effets d'un Euro fort sur notre économie?



## AVANTAGES :

- réduit le prix des importations ( notamment la facture pétrolière), donc atténue le déficit du commerce extérieur si le taux de couverture ( exportations/importations x 100) est faible.
- diminution de l'inflation
- incite les entreprises à faire des efforts de compétitivité ( innovation, productivité...)
- attire les investisseurs étrangers ( entrées des devises) et donc favorise la croissance et l'emploi.
- peut devenir une monnaie de réserve au niveau mondial

## INCONVENIENTS :

- réduit les exportations car les produits exportés sont plus chers, donc risque de perte de marchés à l'étranger.
- Peut provoquer une aggravation du déficit du commerce extérieur si le taux de couverture diminue.
- frein à la croissance, si les exportations tirent la croissance ( c'est le cas de la France depuis 2005).
- perte de compétitivité pour les entreprises exportatrices.
- favorise les délocalisations, afin de rechercher des gains de productivité meilleurs.
- risques d'aggravation du chômage.
- risques de déflation.
- ajustement par la flexibilité du travail  
=> remise en cause de la protection sociale



Donc :

Devant de telles divergences d'appréciation monétaire, les États confrontés à des difficultés économiques ne peuvent pas ajuster librement leur économie puisqu'ils n'ont plus la souveraineté monétaire.

De plus, ils ne peuvent pas non plus relancer leur économie par une variation des taux d'intérêt, voire même, par une légère inflation. Ces variables sont du ressort de la Banque Centrale Européenne.

Celle-ci se soucie davantage de la stabilité des prix plutôt que de la croissance et du chômage.

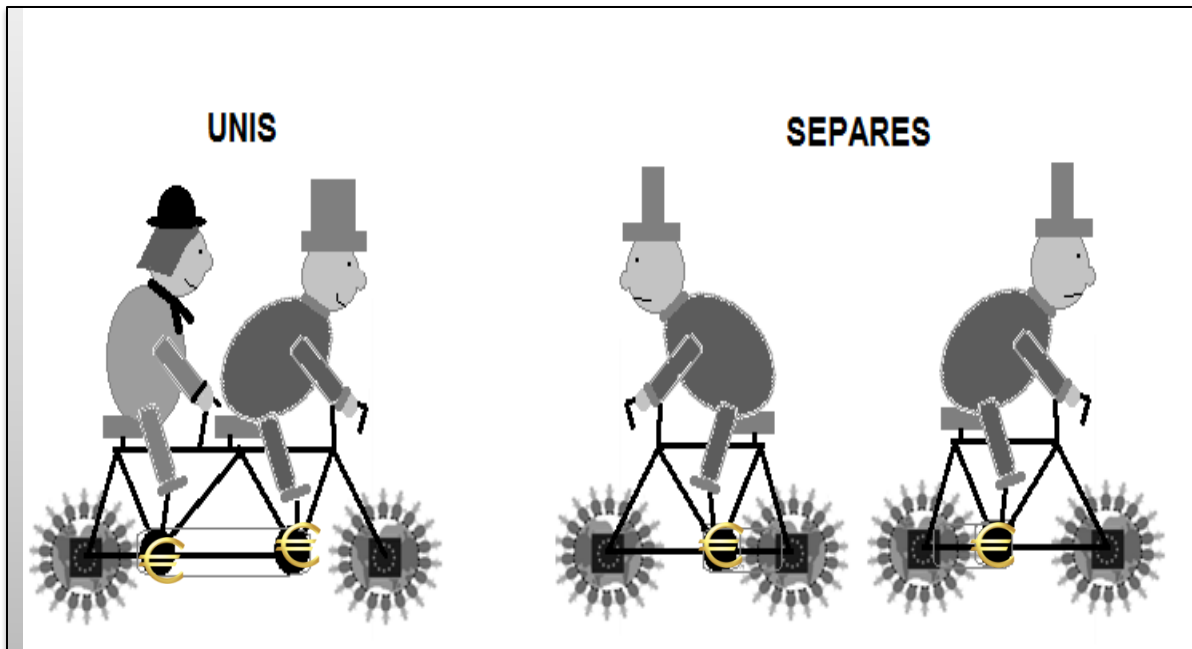


Cette perte de souveraineté monétaire oblige les États de la « zone euro », à recourir à l'emprunt sur le marché financier pour financer leurs déficits budgétaires, ce qui accroît leur endettement et leur dépendance à l'égard des marchés.



Faute de pouvoir utiliser ces instruments de la politique économique, un État membre de la « zone euro » ne peut s'ajuster à un choc économique qu'en ayant recours à une flexibilité du travail, c'est-à-dire en *déprotégeant* le salarié donc en précarisant le travail, ou en réduisant la protection sociale donc en faisant accepter une régression sociale, ou encore par une réduction du niveau des salaires et de l'emploi.

### ➤ Les limites liées à l'absence de coordination



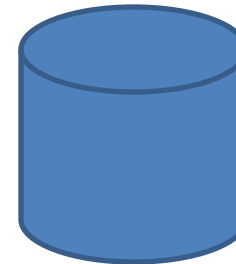


vidéo

L'euro repose sur deux piliers contradictoires :

une fédération monétaire

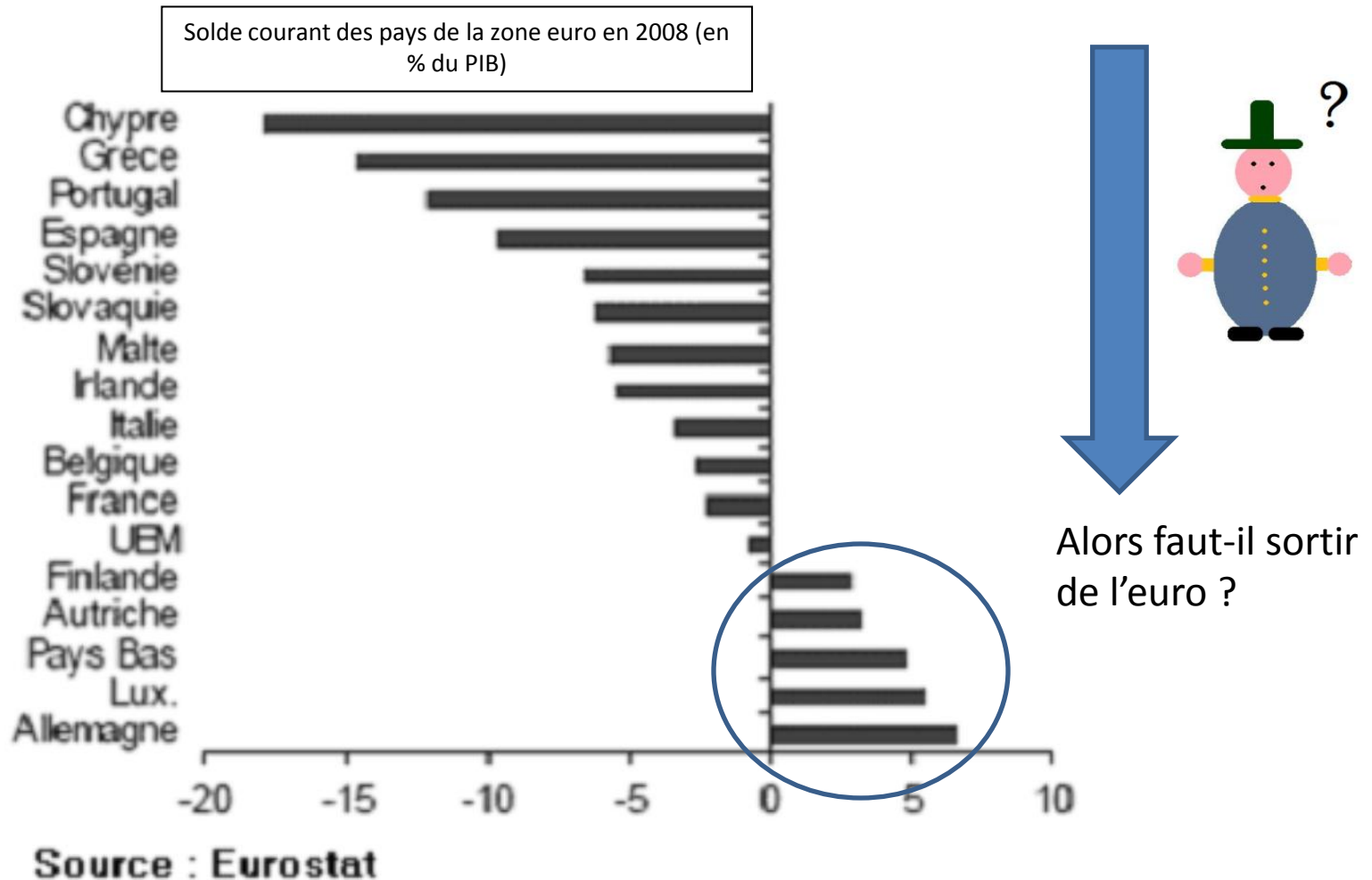
une confédération budgétaire



qui rendent impossible toute solidarité.

L'euro repose sur cette croyance fautive, qu'il ne peut fonctionner, que si tous les États européens sont homogènes et répondent de manière identique à un choc économique asymétrique.

Or ce n'est pas le cas, car les États européens malgré leur monnaie unique sont restés des économies hétérogènes et individualistes.



Oui :



Faut-il sortir de l'euro ?

Pourquoi ?

- L'euro ne peut pas fonctionner avec des Etats ayant des situations économiques différentes (un seul taux de change pour tous).
- Il prive les Etats de pouvoir recourir à des dévaluations compétitives => dévaluations sociales à défaut de pouvoir dévaluer la monnaie.
- Pénalise les exportations => dévaluation est impossible => déficit du commerce extérieur => moins de croissance => chômage.
- Responsable de la désindustrialisation et de la perte de compétitivité.
- Rend dépendants les Etats à l'égard des marchés financiers => leur politique économique est déterminée par les marchés => exemple la politique de rigueur imposée aux pays européens.

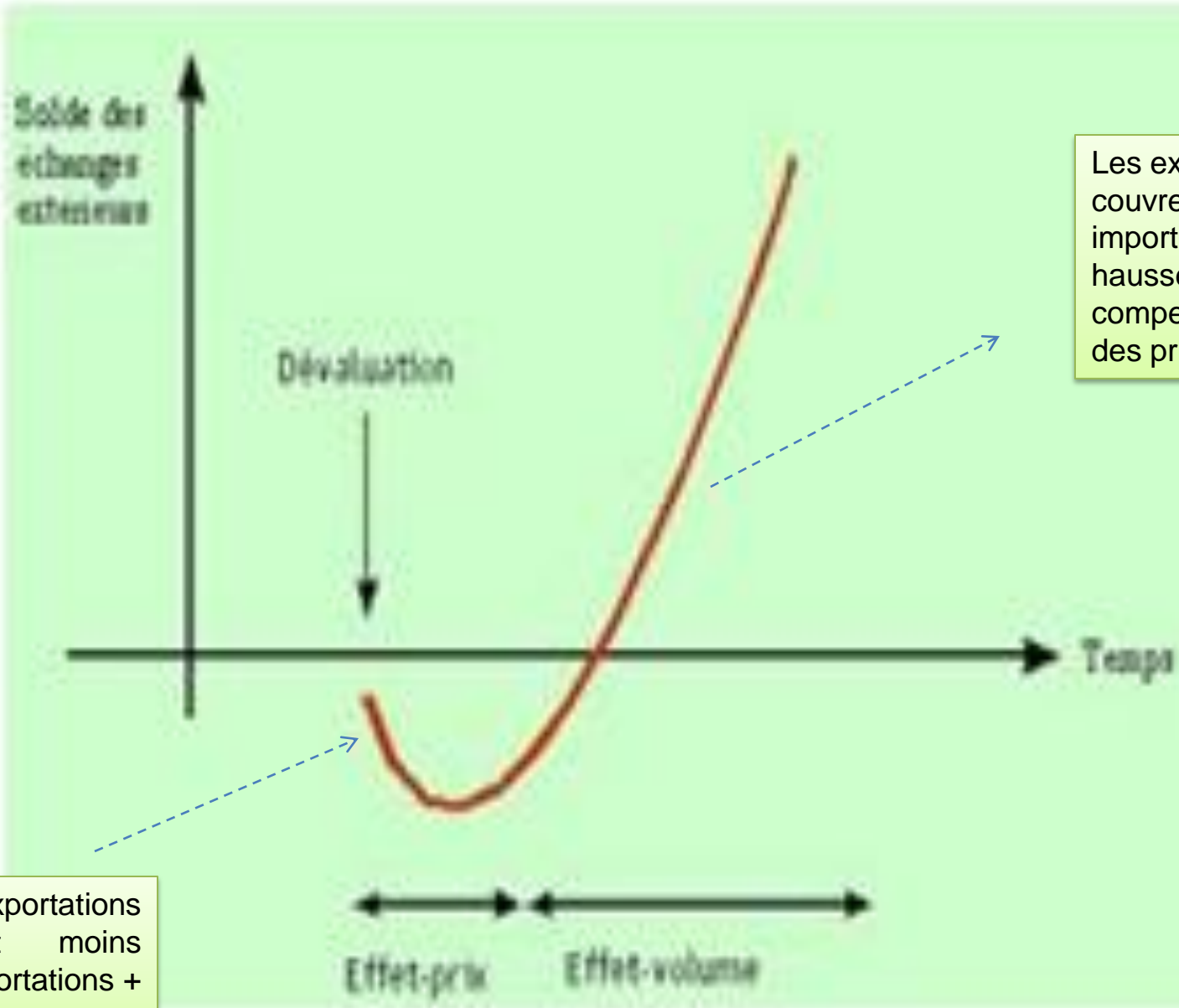
Retour au SME

Non :

Pourquoi ?

- **Sortie => saut sans parachute.**
- Dévaluation immédiate du franc => risque d'enclencher les spirales des dévaluations compétitives (spéculations des années 90) => instabilité monétaire => inflation => moins d'échanges => moins de croissance et donc plus de chômage.
- Renchérissement des importations (produits domestiques) => baisse du pouvoir d'achat => aggravation des inégalités.
- Dépréciation de l'épargne des ménages.
- Augmentation de la dette libellée avec un Franc déprécié => pb de financement du déficit budgétaire.
- Retour du protectionnisme.
- Facilite le rachat des entreprises européennes par les pays émergents.

# Marshall-Lerner



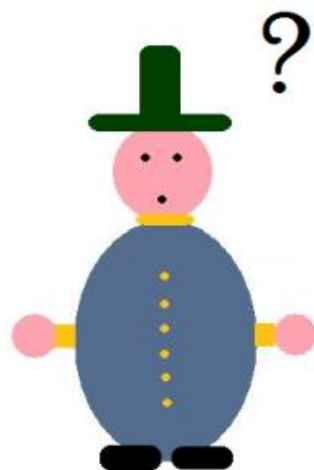
Les exportations couvrent les importations. La hausse des quantités compense la baisse des prix en devises

Les exportations rapportent moins => les importations + coûteuses

**La courbe en J ne fonctionne pas toujours cela dépend des élasticités des exportations. Une dévaluation ne remplace pas la compétitivité.**





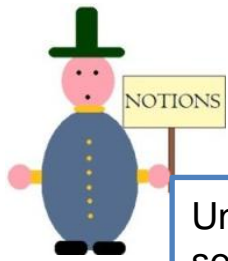


L'



Souffre d'un déficit d'Europe, la sortie de l'euro ne provoquerait-elle pas la fin de la longue marche européenne ?

Alors ne faudrait-il pas relancer le processus d'intégration européen sur des bases coopératives et de solidarité ?



# Conclusion

Une union monétaire suppose de franchir les étapes de l'intégration fiscale, budgétaire et sociale. Ces étapes ont toujours été repoussées pour finalement ne jamais se réaliser et ce alors même qu'elles permettraient de renforcer l'homogénéité de l'Europe qui fait tant défaut aujourd'hui. Les dirigeants européens ont choisi la voie de la rigueur budgétaire qui limite l'intervention de l'État en économie au profit de celle du marché : la loi du plus fort.

La monnaie unique est une côte mal taillée pour tous les pays de la zone euro car elle convient mieux aux pays les plus performants. L'euro fonctionne bien lorsque la conjoncture économique est bonne et se fissure face à des difficultés économiques faute de mécanismes d'ajustement entre les États européens.

Cette impossibilité d'ajuster ou de réguler leurs économies par le taux de change et le budget, leur est très coûteuse, car l'ajustement ne peut se faire qu'au prix d'une austérité sévère et impopulaire.

L'euro a été un vecteur du creusement des écarts de compétitivité, qui conduit en l'absence de gouvernance économique réelle, à une régression sociale.

Ceci nous montre que le processus de l'Europe est toujours en cours de construction malgré ses risques. En effet, après les intégrations commerciales et monétaires, les États européens ont stoppé la **longue marche de l'intégration**.

**Le choix consiste aujourd'hui à déterminer s'il faut poursuivre ce long chemin en prenant une variante moins libérale ou sortir de l'euro.**

L'Europe a tout de même tous les atouts économiques et sociaux pour relever les défis de la mondialisation, à condition qu'il y ait une volonté politique commune de les développer.